

AUTOGESTION ET CONTROLE OUVRIER

SDS n° 47, janvier-mars 1969

Parmi les plus importantes questions posées à l'avant-garde révolutionnaire française lors de la crise de mai-juin 1968 furent celles de la politisation de la crise, du programme de la direction. Comment ont répondu à ces questions les différentes tendances se réclamant du trotskysme et plus particulièrement celle se réclamant du Secrétariat Unifié de la IV^e Internationale ? (...) La tentative de faire dépendre le caractère objectivement révolutionnaire de la situation vécue en Mai de la conjoncture de la crise dans tous les milieux de la société, de l'existence ou non d'une direction révolutionnaire de masse n'est pas correcte. Elle déséquilibre le rapport réel qui existe entre ce qui est fondamental, à savoir la situation objective, et l'élément subjectif qui, tout en étant très important se détermine en dernière analyse, par le dynamisme de la situation objective. La Révolution, selon les marxistes, n'est pas le résultat de la " direction " mais avant tout de la dialectique de la situation objective.

Une révolution, une véritable Révolution Socialiste peut éclater sans que la " direction " sous la forme du " Parti Bolchevik " existe. Par contre, naturellement, sa victoire exige qu'une direction de masse se forme durant le processus même de la Révolution commencée. Ce qui veut dire que la direction du point de vue base de masse de celle-ci peut se créer dans la Révolution et grâce à la Révolution et qu'elle ne peut exister comme telle en dehors de la Révolution. Ce qui veut dire encore que c'est le programme qui est décisif pour qu'une avant-garde politique, devienne dans le processus même de la Révolution commencée, une direction politique effective de celle-ci.

La formation d'autre part, d'un programme déterminé plutôt qu'autre exprime le degré de compréhension qu'a à un moment donné de la situation ladite avant-garde et détermine pour beaucoup sa capacité de " mordre " sur la réalité objective.

Séparer artificiellement " l'objectif " du " subjectif ", minimiser ainsi le dynamisme de l'objectif, restreindre par conséquent le programme, aboutit globalement à une opération qui entrave précisément la formation nécessaire de la direction de masse, et la marche en avant de la Révolution commencée. Les Marxistes savent qu'une Révolution ne commence jamais sur un niveau de conscience politique très élevé de la part des masses. Mais

quand par contre celles-ci déclenchent en par tant de n'importe quel genre de revendications immédiates une grève générale qui dure des semaines, cela crée en tout pays, dans les conditions actuelles du capitalisme, une situation objectivement révolutionnaire.

En France, en Mai-Juin, il ne s'agissait pas simplement d'une telle grève mais d'une situation spécifique, où les grèves des 10 millions de travailleurs (de loin la plus grande dans l'histoire du pays) fut déclenchée à la suite d'une mobilisation carrément révolutionnaire de la masse des étudiants. Cette masse, quantitative ment et qualitativement, occupe dans tous les pays capitalistes avancés une place d'une importance autre ment grande que par le passé. (...)

Passons au programme, ce qui clarifiera mieux l'ensemble de la question. C'est Pierre Frank qui admet le plus clairement que de manière générale les militants de la minorité révolutionnaire étaient sérieusement handicapés dans leur arsenal politique par le manque d'un programme transitoire correspondant aux exigences de la situation créée en Mai-Juin 1968. En ce sens il a la tendance à apprécier la façon dont la CFDT (et le P.S.U. aurait-il dû ajouter) a posé Par moment la question de la participation des travailleurs dans la gestion des entreprises. Mais par la suite critiquant l'ambiguïté certaine des formules " autogestionnaires " de la CFDT Pierre Frank tombe lui-même dans la confusion affirmant que " l'autogestion - dans les universités, les usines ou ailleurs " n'est une force effective que dans un Etat libéré du capitalisme et dans lequel prévaut la démocratie ouvrière. Ainsi, il nie lui aussi la valeur de l'autogestion, y compris en tant que mot d'ordre transitoire dans une période révolutionnaire comme celle de Mai-Juin 1968 et ne l'inclut pas dans l'esquisse d'un Programme Transitoire qu'il trace pour un Gouvernement ouvrier basé sur les Comités. A la place de l'autogestion il préconise le " contrôle ouvrier " stade préparatoire à celle-, ci. Ainsi Pierre Frank, tout en étant manifestement influencé par l'énorme popularité que l'idée de l'autogestion a spontanément connue en Mai-Juin 1968 et tout en ayant carrément admis le caractère révolutionnaire de la situation, se range lui aussi, en définitive, du côté du " contrôle ouvrier " sur l'économie et l'Etat, et non pas de la gestion ouvrière directe de l'une et de l'autre.

Chez Ernest Mandel, le raisonnement est plus étrange, plus tortueux et embarrass-

sé. Pour lui, la tâche essentielle en Mai-Juin eut dû être " d'imposer dans les principales usines du pays l'occupation de masse et l'élection démocratique des comités de grève ". " Ce n'était, certes " ajoute-t-il avec conviction " ni l'insurrection, ni la prise du pouvoir ". " Tous ceux " conseille Ernest Mandel " qui croient le socialisme possible et nécessaire, doivent faire en sorte " que cette tâche se réalise " la prochaine fois ". Résolution bien modérée, avouons-le mais qui découle de manière conséquente, de l'appréciation faite par Ernest Mandel, de la situation objective. Ernest Mandel a lui aussi entendu parler de l'Autogestion en Mai juin 1968 en France. S'attendait-il au succès de cette idée nouvelle? " En tant que slogan de propagande générale " consent-il " il n'y a rien à y redire ". Mais immédiatement, comme d'habitude, il commence à dresser le système des barrières protectrices de l'Autogestion ". Tout d'abord, une correction terminologique importante: remplacer autogestion des entreprises " par " autogestion des travailleurs ".

Ensuite " qu'on préconise que celle-ci implique l'avènement d'une planification démocratique centraliste des investissements et quelques garanties supplémentaires ". Comme s'il était jamais question, y compris pour les Yougoslaves qu'Ernest Mandel ne cesse de critiquer de se passer en régime de socialisme autogestionnaire, de la planification indispensable de l'économie.

Le problème dans un tel régime, où l'autogestion ne se limite pas au seul niveau des entreprises (...)

La planification a pêché jusqu'ici par centralisation bureaucratique. Il s'agit de renverser la tendance et de comprendre que la coordination nécessaire à l'échelle nationale, et la primauté des intérêts de la collectivité sociale sur chaque élément de cette collectivité doit s'assurer par la participation démocratique effective des masses à la planification et l'administration centrale de l'Etat de transition. Ce ne sont pas les " excès " de l'Autogestion qui provoquent les inconvénients du système yougoslave mais les entraves centralistes, bureaucratiques, toujours importantes, qui empêchent l'épanouissement de l'Autogestion à tous les niveaux et dans tous les domaines. Car il est évident qu'une société de véritable démocratie directe corrigerait facilement (plus facilement que les instances centralistes bureaucratiques) tout " excès " de particularisme quelconque, ou de tendance économique anti-sociale. De toutes façons, pour Ernest

Mandel, " l'Autogestion " n'est admise en tant que mot d'ordre (même~ dans le sens restrictif qu'il lui donne) que dans des situations " pré-insurrectionnelles dans lesquelles se pose le renversement immédiat du régime capitaliste ". " L'autogestion des travailleurs " ajoute-t-il " pré suppose le renversement du pouvoir du capital, dans les entreprises, dans la société et du point de vue du pouvoir politique ". or, telle n'était pas, selon Ernest Mandel, la situation en France en Mai-Juin et par conséquent conclut il le mot d'ordre qui correspondait était celui simplement du " contrôle ouvrier ". " Le contrôle ouvrier " écrit-il " est pour les travailleurs l'équivalent exact de ce que la contestation totale représente pour les étudiants ". Mais les étudiants partant de la " contestation globale " ont abouti à la pratique de l'Autogestion de l'Université. Pendant quelques jours au moins ils ont aboli pratiquement le pouvoir bourgeois dans l'Université et instauré leur propre pouvoir. La Commune de la Sorbonne n'était pas le simple " contrôle étudiant " sur l'Université bourgeoise mais le pouvoir autogestionnaire des Etudiants. Pendant les jours où cela fut possible dans le domaine étudiant~ cela aurait pu s'avérer également possible dans les entreprises et services occupés par leurs travailleurs. L'occupation n'instaure pas un " contrôle ouvrier " sur le pouvoir pratiquement aboli du capital dans ces domaines, mais pose la question de leur autogestion les travailleurs. C'est par ce processus concret, " transitoire ", que la situation objective révolutionnaire se transforme en Révolution victorieuse. Dire que le mot d'ordre qui convient quand les travailleurs et les Etudiants occupent entreprises, services sociaux, universités et écoles, c'est plutôt le " contrôle ouvrier " que l'autogestion, c'est une aberration évidente qui sera dans le meilleur des cas une sous-estimation grave de la situation objective. On ne contrôlera pas la " gestion capitaliste " pratiquement absente, abolie, dans tous ces domaines mais on " gère " directement. Une fois ce pas fait c'est-à-dire la gestion au moins partielle par les travailleurs des secteurs clé de l'économie et de la société on réalise automatiquement un pas gigantesque en avant de la situation révolutionnaire vers l'insurrection et la prise du pouvoir total. C'est la seule dialectique valable de la transition révolutionnaire vers ce but. Ernest Mandel et ses amis brouillent la question à l'extrême quand ils avancent " l'argument " que l'autogestion n'est pas applicable si on n'évolue vite vers la prise

totale du pouvoir. Car s'il est certain, évident, que l'Autogestion ne saurait coexister pour longtemps avec l'Etat entre les mains du capital, il est non moins évident que la prise du pouvoir total serait énormément facilitée par " l'Autogestion " des entreprises et services occupés. Passer de la grève et occupation passives, à la gestion directe par les travailleurs, c'est réaliser le bond qualitatif vers l'insurrection et la prise du pouvoir total. Par contre, avancer le simple mot d'ordre de " Contrôle Ouvrier " dans une telle situation, cela signifie, entre autre, qu'on escamote vite la restauration du pouvoir capitaliste partout, donc l'arrivée imminente du recul. La " dualité du pouvoir " ne s'établit pas par les " Comités du contrôle ouvrier " qui coexistent avec la gestion et le pouvoir capitalistes, mais par les " organismes autogestionnaires " de tout un secteur qui s'opposent à ce qui reste ailleurs comme gestion et pouvoir capitalistes. C'est exactement ce qu'ont fait les Etudiants et les Travailleurs dans nombre d'entreprises et localités (aussi limitées que soient ces expériences " autogestionnaires " et non de " contrôle ouvrier " de ces travailleurs par rapport à celles plus complètes des étudiants). " Comités de contrôle ouvrier " avancent également Bensaid et H. Weber pour " dégager un contenu de classe " et dépasser la " simple occupation physique des lieux ". Constamment, dans les développements que contient leur ouvrage, on a la pénible impression d'une confusion entre " autogestion " et " contrôle ouvrier " " dualité du pouvoir " et qui provient, entre autre, du fait qu'en Mai-Juin c'est l'idée de l'autogestion qui fusait de partout, spontanément, et que les expériences les plus avancées réalisées par les étudiants et certains travailleurs s'inscrivent dans le cadre de " l'autogestion " et non pas du " Contrôle Ouvrier ". Quand les deux dirigeants de la J.C.R. critiquent les directions syndicales pour n'avoir pas " exigé dans les usines occupées l'ouverture des livres de comptes " cela étonne par la modestie et l'irréalité de cette demande Car cela présuppose une gestion capitaliste alors que celle-ci était physiquement abolie dans les entreprises du fait de la grève et de l'occupation (parfois accompagnée de la séquestration des directeurs).

Dans une situation pareille, on n'a pas besoin de demander l'ouverture des livres puisqu'on dispose directement de ces livres et qu'on peut gérer directement. Ce n'est qu'au moment où la grève se termine et que le travail reprend que les Travailleurs peuvent et doivent réclamer

un droit de regard, un " contrôle ouvrier " profitant, malgré le recul que présente, la grève générale terminée, d'un rapport de force éventuellement, encore favorable. Nous ne parlons pas, cependant, de la période du recul amorcé, mais de la phase révolutionnaire de la situation où " tout était possible ". Il faut espérer que lors de la prochaine crise inévitable en France on commencera à poser la question de la " dualité du pouvoir " et des " Comités " en partant de l'Autogestion, de la gestion démocratique directe par les travailleurs et les Etudiants, des entreprises, des services sociaux, des Universités, des Ecoles, en grève et sous occupation. C'est par ce biais qu'on accèdera à une phase supérieure de la Révolution. Comme il faut espérer qu'on abordera cette étape autrement que par le passé, du point de vue direction révolutionnaire. Il est clair qu'aucune organisation à elle seule, ne saura être capable de jouer ce rôle et que ce qu'il faudra serait de constituer dès le début de la crise une sorte de Conseil Révolutionnaire, groupant les représentants de toutes les forces révolutionnaires, où qu'elles se trouvent; y compris à l'intérieur du P.C.F. et de la CGT. Mais la propagande pour les idées doit être dès maintenant inlassable.

Janvier 1969, Jules MARAT.

DOCUMENTS " LA RÉSISTANCE RÉVOLUTIONNAIRE EN TCHÉCOSLOVQUIE

SDS n° 69, janvier-mars 1969.

Restauration de la démocratie socialiste

Le début du processus de restauration de la démocratie socialiste qui s'est produit en janvier de cette année, exprime les plus importantes revendications de tous nos travailleurs et il est naturel que cette restauration ait le soutien de tous ceux qui se prononcent pour un marxisme révolutionnaire et créateur. Dans ce processus il s'agit de lutter pour le retour au caractère socialiste de notre société et pour l'établissement de garanties durables au caractère démocratique et humaniste de notre socialisme dont le développement doit aboutir à la société communiste.

Si l'on analyse soigneusement la situation des forces actuelles en République socialiste tchécoslovaque, on ne peut ignorer qu'il existe un danger très grave: au delà de l'aspect superficiel de la renaissance, et sous le masque de la démocratisation existe la possibilité que l'ancien pouvoir du groupe de la bureaucratie de l'Etat et du parti soit remplacé par le pouvoir d'une